

Dossier



397 TRANSPORTS ET COLLECTIVITÉS

- 416 Les collectivités actionnaires de sociétés de production d'énergies renouvelables : les apports de la loi APER
Hélène Maigne et Amaël Beauvallet
- 420 Contentieux administratif : panorama de jurisprudence (janv.-juin 2023)
Marie-Christine Rouault
- 424 Bail en l'état futur d'achèvement, marché public de travaux et paiement différé
Jean-David Dreyfus



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*





Retrouvez l'AJCT sur X/Twitter @CollTerrDaloz

389 Tribune

Conflits d'intérêts des élus locaux : ne faisons pas marche arrière
par Élise Untermaier-Kerléo

392 Au fil du mois

Permettre aux petites communes de concrétiser leurs projets.....392
Réforme de la gouvernance des ARS : le décret est publié
par Pierre Villeneuve393

397 Dossier TRANSPORTS ET COLLECTIVITÉS



La loi d'orientation des mobilités – Quel bilan d'application ?
par Gilles Le Chatelier et Pierre-Adrien Dubroca.....398
Services express régionaux métropolitains –
Un décryptage de la loi SERM
par Jean-David Dreyfus401
Ouverture à la concurrence du transport
par bus en Île-de-France : enfin le terminus ?
par Arnaud Sée.....404
Le Conseil d'État et les redevances d'usage
du réseau ferré national – Retour sur la décision
du Conseil d'État du 5 mars 2024
par Gilles Le Chatelier409
Transports et police de la circulation –
De la sécurité routière à la préservation de l'environnement
par Jean-Charles Jobart.....411

416 Pratiques

Les collectivités actionnaires de sociétés de production d'énergies
renouvelables – Les apports de la loi APER
par Hélène Maigne et Amaël Beauvallet.....416
Contentieux administratif : panorama de jurisprudence (Janv.-Juin 2023) –
Fonctionnement de la juridiction – pouvoirs et devoirs du juge
par Marie-Christine Rouault.....420



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

424 Jurisprudence

DÉCISIONS DU MOIS :

Conseil d'État, 3 avril 2024, n° 472476, *Sté Victor Hugo* z1

Bail en l'état futur d'achèvement, marché public de travaux et paiement différé
par Jean-David Dreyfus..... 424

Conseil d'État, ass., 15 avril 2024, n° 469719, *Dpt des Bouches du Rhône*

Les conditions d'application du principe d'impartialité à l'activité du juge administratif
par Gilles Le Châtelier.....427

Commande publique et contrat

Commande publique : l'autorité déléguée doit prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir l'équité de la procédure de délégation
TA Marseille 8 avr. 2024, n° 2307694,
par Farid Belacel.....430

Finances locales

Inconstitutionnalité des règles dérogatoires de contribution au FPIC de la métropole du Grand Paris
Cons. const. 25 avr. 2024, n° 2024-1085 QPC,
par Marie-Christine Steckel-Assouère.....431

Police

Police des baignades : pas d'engagement de la responsabilité de la commune quand l'information sur la dangerosité d'un site était suffisante
TA Pau 27 mars 2024, n° 2103300,
par Olivier Didriche.....433

Tranquillité publique : dans les communes où la police est étatisée, le maire est seulement compétent pour réprimer les troubles de voisinage
TA Nice 25 mars 2024, n° 2401118,
par Olivier Didriche.....434

Procédure contentieuse

Délai raisonnable Cزابaj : pour la Cour de cassation, c'est non !
Cass. 8 mars 2024, n° 21-12.560 et 21-21.230,
par Christophe Otero.....435

Cزابaj : le délai raisonnable de recours ne s'applique pas à une instance en cours
CE 16 févr. 2024, n° 444996,
par Christophe Otero.....436

Propriété publique

Propriété des infrastructures de télécommunications : 1996 est la date charnière d'une histoire de présomptions
CE 18 mars 2024, n° 470162,
par Christophe Otero.....438

Biens présumés sans maître cherchent leurs juges
CE 18 mars 2024, n° 463364 et 474558,
par Tiphaine Rombauts-Chabrol.....439

Relations entre le public et l'administration

Cزابaj : le délai raisonnable de recours s'étend à l'accès aux documents administratifs
CE 11 mars 2024, n° 488227,
par Christophe Otero.....441

Responsabilité et assurance

La mesure consistant, dans le cadre d'un référé, à enjoindre à un assureur de reprendre temporairement l'exécution d'un marché public a bien un caractère provisoire !
CE 4 avr. 2024, n° 491068,
par Olivier Didriche.....442

Obligation pour la commune de réparer le dommage occasionné à un monument funéraire du fait de l'effondrement du clocher de l'église
CAA Toulouse 5 mars 2024, n° 22TL21250,
par Bertrand Hédin.....443

Ressources humaines

L'échelle des sanctions disciplinaires modifiée par la loi du 6 août 2019 est-elle plus douce qu'avant ?
CE 5 mars 2024, n° 461548,
par Laura Derridj.....445

La protection fonctionnelle n'est pas due quand le vol du véhicule d'un sapeur-pompier volontaire n'est pas lié à sa qualité d'agent public
CE 15 févr. 2024, n° 462435,
par Olivier Didriche.....447

Jurisprudence *Danthon* : la privation d'une garantie procédurale s'apprécie au moment où elle a lieu
CE 29 mars 2024, n° 464311,
par Céline Duchêne.....448

L'impossible pérennisation tacite de l'engagement d'un agent contractuel auprès d'un employeur public local
CE 26 févr. 2024, n° 472075,
par Philippe Rouquet.....450

Urbanisme

L'administration doit proposer un projet de convention dans les secteurs de PUP qu'elle a institués
CE 8 avr. 2024, n° 472443,
par Philippe Peynet.....451